

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Reflexions-de-Fidel-Lula>

Réflexions de Fidel Lula

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : mercredi 23 janvier 2008

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Première partie

C'est spontanément qu'il a décidé de visiter Cuba pour la seconde fois en sa qualité de président du Brésil, même si mon état de santé ne garantissait pas qu'il puisse me rencontrer.

Avant, de son propre aveu, il visitait l'île presque tous les ans. J'ai fait sa connaissance à l'occasion du premier anniversaire de la Révolution sandiniste, chez Sergio Ramírez, alors vice-président du pays. Soit dit en passant, ce dernier m'a en quelque sorte induit en erreur : tandis que je lisais son roman *Castigo Divino* - un excellent roman - j'avais fini par croire qu'il s'agissait d'un cas survenu vraiment au Nicaragua, compte tenu de tous les embrouillaminis légaux habituels dans les anciennes colonies espagnoles, jusqu'au jour où il m'a affirmé que c'était tout bonnement de la fiction.

J'y avais fait aussi connaissance avec Frei Betto, critique aujourd'hui - mais non ennemi - de Lula, et du père Ernesto Cardenal, militant sandiniste de gauche et aujourd'hui adversaire de Daniel. Tous deux provenaient de la Théologie de la libération, un courant progressiste dans lequel j'avais toujours vu un grand pas en avant vers l'unité des révolutionnaire et des pauvres au-delà de leur philosophie et de leurs convictions, une unité ajustée aux conditions de lutte concrètes en Amérique latine et dans les Caraïbes.

J'avoue néanmoins que je voyais dans le père Ernesto Cardenal, à la différence d'autres personnages à la tête du Nicaragua, un exemple de sacrifice et de privations digne d'un moine médiéval. Un véritable prototype de pureté. Je ne parle pas de certains autres qui, moins conséquents, furent à un moment donné des révolutionnaires, voire des militants d'extrême gauche en Amérique centrale et dans d'autres régions et qui ont ensuite rejoint, avec armes et bagages, par appât de bien-être et d'argent, les rangs de l'Empire.

Qu'est-ce que tout cela a à voir avec Lula ? Beaucoup. Il n'a jamais été un extrémiste de gauche, et il a accédé à la condition de révolutionnaire non pas à partir de positions philosophiques, mais en tant qu'ouvrier aux origines très modestes et de croyance chrétienne ayant travaillé durement et produit de la plus-value au profit des autres. Karl Marx voit dans les ouvriers les fossoyeurs du système capitaliste : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! », proclame-t-il. Il le prouve par des raisonnements d'une logique irréfutable ; il se complait à tourner en dérision les mensonges employés pour accuser les communistes et à signaler à quel point ils sont cyniques. Si les idées de Marx étaient justes à cette époque-là où tout semblait dépendre de la lutte de classe et de l'essor des forces productives, de la science et de la technique qui permettraient de créer les biens indispensables à la satisfaction des besoins humains, il n'en reste pas moins que des facteurs foncièrement nouveaux, tout en lui donnant raison, contrecarrent aujourd'hui ses nobles objectifs.

De nouveaux besoins ont vu le jour qui pourraient annuler les objectifs d'une société sans exploiters ni exploités. Entre autres, celui de la survie de l'homme. On n'avait pas la moindre idée des changements climatiques du temps de Marx. Engels et lui savaient pertinemment que le soleil s'éteindrait un jour après avoir consommé toute son énergie. D'autres hommes naîtraient quelques années après le Manifeste, et qui iraient plus loin dans le domaine de la science et dans la connaissance des lois chimiques, physiques et biologiques, inconnues alors, régissant l'Univers. Aux mains de qui sont donc passées ces connaissances ? Bien que celles-ci aient continué de se développer, de s'approfondir, et que certaines nient et contredisent en partie ses théories, les nouvelles connaissances ne sont pas aux mains des peuples pauvres qui constituent de nos jours les trois quarts de la population mondiale : elles sont aux mains d'un groupe privilégié de puissances capitalistes riches et développées, associées à l'Empire le plus puissant qui ait jamais existé et qui repose sur les fondements d'une économie mondialisée régie par les lois du capitalisme que Marx a décrites à fond et par le menu.

Aujourd'hui que l'humanité souffre encore de ces réalités du fait même de la dialectique des événements, nous devons faire face à de tels dangers.

Comment la Révolution a-t-elle évolué à Cuba ? Notre presse a pas mal écrit ces dernières semaines sur différents épisodes de cette première étape. Le pays rend hommage aux différentes dates historiques quand elles correspondent à des anniversaires aux chiffres ronds, cinq ou dix ans. C'est juste, mais, compte tenu de ce cumul de faits historiques que chaque organe ou espace décrit en fonction de ses critères, il faut éviter, malgré les efforts des magnifiques commentateurs dont nous disposons, de perdre de vue qu'ils s'inscrivent dans le développement historique de notre Révolution.

L'unité signifie pour moi partager le combat, les risques, les sacrifices, les objectifs, les idées, les concepts et les stratégies auxquels l'on parvient par des débats et des analyses. L'unité signifie la lutte commune contre les annexionnistes, les bradeurs de patrie, les corrompus qui n'ont rien à voir avec le militant révolutionnaire. C'est à cette unité-là autour de l'idée de l'indépendance et face à l'Empire qui marchait sur les peuples d'Amérique que je me suis toujours référé. J'ai relu cette idée voilà quelques jours quand le journal Granma a publié un texte de moi à la veille de nos élections et que Juventud Rebelde a reproduit un fac-similé du manuscrit correspondant.

Le vieux mot d'ordre d'unité d'avant la Révolution n'a rien à voir avec ce concept-ci, car il n'existe plus dans notre pays d'organisations politiques en quête du pouvoir. Nous devons éviter de diluer les lignes stratégiques dans l'énorme océan des critères tactiques et d'imaginer des situations inexistantes.

Dans notre pays soumis à l'intervention des Etats-Unis après avoir mené en solitaire sa guerre d'Indépendance en tant que dernière colonie espagnole - aux côtés de l'île soeur, Porto Rico dont un poème dit qu'elles sont « d'un oiseau, les deux ailes » - les sentiments nationaux étaient très ancrés.

Les producteurs de sucre réels, - autrement dit les esclaves récemment affranchis et les paysans, dont beaucoup avaient été combattants de l'Armée de libération, mais qui avaient été convertis en des détenteurs précaires ou alors ne possédaient même pas le moindre lopin, et étaient contraints de couper la canne dans les grands latifundios appartenant à des compagnies étasuniennes ou à des propriétaires fonciers cubains qui héritaient, achetaient ou volaient la terre - constituaient une matière première propice aux idées révolutionnaires.

Julio Antonio Mella, fondateur du Parti communiste de Cuba aux côtés de Baliño -celui-ci avait connu Martí et fondé auprès de lui le parti qui conduirait Cuba à l'indépendance - reprit ce drapeau, fort de l'enthousiasme que suscitait alors la Révolution d'Octobre, et donna à cette cause son sang de jeune intellectuel conquis par les idées révolutionnaires. Dix-huit ans après, viendrait s'y mêler le sang communiste de Jesús Menéndez.

Les enfants et adolescent qui, comme moi, étudiaient dans des écoles privées n'entendaient jamais parler de Mella. Notre origine de classe ou de groupe social à plus gros revenus que le reste de la population nous condamnait à être la partie égoïste et exploiteuse de la société.

J'ai eu le privilège d'aboutir à la révolution à travers les idées, d'échapper au destin ennuyeux vers où me conduisait la vie. J'ai expliqué pourquoi à d'autres moments. Je le rappelle juste dans le contexte de ce que j'écris.

La haine de Batista, à cause de sa répression et de ses crimes, était telle que nul ne fit cas des idées que j'exprimais quand je me défendais devant le tribunal de Santiago de Cuba. Alors que j'étais encore jugé aux côtés des autres accusés survivants durant les premières séances, les magistrats présentèrent comme preuve à charge un ouvrage de Lénine imprimé en URSS - que j'avais acheté à la librairie de la rue Carlos III de La Havane, appartenant au Parti socialiste populaire, où l'on me faisait crédit - qu'ils avaient trouvé dans les effets personnels des combattants. «

Quiconque ne lit pas Lénine est un ignorant », leur avais-je alors rétorqué.

On ne comprendrait pas bien ce que je viens de dire si l'on oublie qu'au moment où nous avons attaqué la caserne Moncada, le 26 juillet 1953, une action menée au terme de plus d'une année d'efforts d'organisation et en ne comptant que sur nous-mêmes, la politique de Staline, mort soudainement quelques mois avant, se maintenait en URSS. Staline, un militant honnête et dévoué, avait toutefois commis de graves erreurs l'ayant conduit à adopter des positions extrêmement conservatrices et prudentes. Si une révolution comme la nôtre avait alors triomphé, l'URSS n'aurait pas fait pour Cuba ce que firent ensuite les dirigeants soviétiques, désormais délivrés de ces méthodes sombres et tortueuses, et enthousiasmés par la révolution socialiste qui avait éclaté dans notre pays. Je l'ai très bien compris, malgré les justes critiques que j'ai faites à Khrouchtchev à un moment donné pour des faits que tout le monde connaît.

L'URSS possédait l'armée la plus puissante de tous les pays belligérants durant la Deuxième Guerre mondiale. Le hic, c'est qu'elle avait fait l'objet de purges et qu'elle était démobilisée. Son chef sous-estimait les menaces et les théories bellicistes d'Hitler. Or, un agent important et prestigieux du renseignement soviétique lui avait communiqué, de la capitale même du Japon, que l'attaque était imminente, le 22 juin 1941. Le pays, où l'alarme de combat n'avait même pas été donnée, fut surpris. De nombreux officiers étaient en permission. Même sans les chefs d'unités les plus expérimentés - ils avaient été limogés - les troupes restaient puissantes et si elles avaient été en état d'alerte et déployées, les nazis se seraient heurtées à elles dès le premier moment et n'auraient pas pu détruire à terre le gros de l'aviation de combat. La surprise fut pire que les purges. Quand on leur disait que les chars ennemis se trouvaient sur leurs arrières, les soldats soviétiques ne se rendaient pas, comme le firent les autres armées de l'Europe capitaliste. Aux moments les plus critiques, avec des températures en dessous de zéro, les patriotes sibériens mirent en marche les hauts-fourneaux des usines d'armements que Staline avait fait transférer par précaution au plus profond du territoire soviétique.

Selon ce que me racontèrent les dirigeants soviétiques eux-mêmes quand je visitai ce grand pays en avril 1963, les combattants révolutionnaires russes, blanchis sous le harnois de la lutte contre l'intervention étrangère déclenchée pour liquider la révolution bolchevique qui resta ensuite soumise à un blocus et à l'isolement, avaient noué des rapports et des échanges d'expériences avec les officiers allemands, élevés dans la tradition militaire prussienne et humiliés par le traité de Versailles qui avait mis fin à la Première Guerre mondiale.

Les services de renseignements de S.S. intriguèrent contre beaucoup d'officiers dont l'immense majorité était loyale à la révolution. Dans les années qui précédèrent la Grande Guerre patriotique, Staline, motivé par une méfiance qui finit par devenir malade, limogea trois des cinq maréchaux, treize des quinze chefs d'armée, huit des neuf amiraux, cinquante des cinquante-sept généraux de corps d'armée, cent cinquante-quatre des cent quatre-vingt-six généraux de division, tous les commissaires d'armée et vingt-cinq des vingt-huit commissaires de corps d'armée de l'Union soviétique.

Ces graves erreurs coûtèrent à l'URSS d'énormes destructions et plus de vingt - d'aucuns disent : vingt-sept - millions de vies.

C'est en 1943 que les nazis déclenchèrent en retard leur dernière offensive de printemps contre le fameux et tentateur saillant de Koursk, employant 900 000 soldats, 2 700 chars et 2 000 avions. Les Soviétiques, connaisseurs de la psychologie ennemie, attendirent cette attaque dans ce piège, lui opposant 1 200 000 hommes, 3 300 chars, 2 400 avions et 20 000 pièces d'artillerie. Dirigés par Joukov et Staline en personne, ils détruisirent la dernière offensive d'Hitler.

En 1945, les soldats soviétiques avancèrent d'une manière irrésistible jusqu'à la coupole de la chancellerie de Berlin, y hissant le drapeau rouge baigné du sang de tant de morts.

J'observe un moment la cravate rouge de Lula et lui demande : « C'est un cadeau de Chávez ? » Il sourit et me répond : « Je vais lui envoyer quelques chemises, parce qu'il se plaint que le col des siennes est très dur, et je vais aller les chercher à Bahía pour lui en faire cadeau. »

Il me demande quelques-unes des photos que j'ai prises de lui.

Quand il m'a commenté qu'il était très impressionné par mon état de santé, je lui ai répondu que je me consacrais à penser et à écrire. Jamais je n'avais autant pensé dans ma vie. Je lui ai raconté qu'au retour de ma visite à Córdoba, en Argentine, où j'avais assisté à une réunion de nombreux dirigeants, dont lui-même, j'avais participé ici à deux meetings pour l'anniversaire du 26 juillet. J'étais en train de réviser le livre de Ramonet, aux questions de qui j'avais répondu sans y attacher trop d'importance. Je croyais que ce serait quelque chose de très rapide, comme les entretiens avec Frei Betto et Tomás Borge. Ensuite, je me suis asservi à cet ouvrage de l'écrivain français, qui était sur le point de voir le jour alors que je n'avais pas eu le temps de réviser une partie de mes réponses prises au vol. Ces jours-là, je ne dormais pratiquement pas.

Quand je suis tombé gravement malade dans la nuit du 26 au 27 juillet, j'ai pensé que c'était la fin. Tandis que les médecins luttaienent pour me maintenir en vie, j'ai exigé que le chef de cabinet du Conseil d'Etat lise le texte et je dictais les corrections pertinentes.

Deuxième partie

Lula a chaleureusement rappelé devant moi sa première visite à Cuba en 1985 : il était venu participer à une réunion que notre pays avait convoquée afin d'analyser le problème de la dette extérieure écrasante et au cours de laquelle les représentants des tendances politiques, religieuses, culturelles et sociales les plus variées avaient exposé leurs vues et débattu, préoccupés par ce drame asphyxiant.

Les rencontres s'étaient succédées tout au long de cette année-là. Nous avions convoqué des dirigeants ouvriers, paysans, étudiants et d'autres catégories, selon le thème. Lula en était. On le connaissait déjà chez nous et à l'étranger pour son message direct et vibrant de jeune dirigeant ouvrier.

L'Amérique latine devait alors 350 milliards de dollars. Je lui ai raconté durant cette année de lutte intense, j'avais écrit de longues lettres au président argentin, Raúl Alfonsín, pour le persuader de ne plus payer cette dette. Je connaissais les positions du Mexique, absolument résolu à payer son énorme dette, sans être pour autant indifférent aux résultats de la bataille, et la situation politique spéciale du Brésil. La dette argentine était assez grande après les catastrophes causées par les gouvernements militaires pour justifier la tentative d'ouvrir une brèche dans ce sens. Je n'y étais pas parvenu. Quelques années après, cette dette, assortie des intérêts, se montait à 800 milliards de dollars : elle avait doublé, bien qu'elle ait été déjà épongée.

Lula m'explique alors la différence d'avec cette année-là. Il affirme que le Brésil ne doit absolument plus rien au Fonds monétaire international ni au Club de Paris, et que ses réserves se montent à 190 milliards de dollars. J'en déduis que son pays avait déboursé des sommes énormes pour remplir ses obligations avec ces institutions-là. Je lui ai alors expliqué l'escroquerie colossale que Nixon avait faite à l'économie mondiale en 1971 en suspendant unilatéralement l'étalon-or qui fixait des limites à l'émission de billets. Le dollar conservait alors une parité par rapport à sa valeur en or. Trente ans avant, les Etats-Unis disposaient de presque toutes les réserves mondiales de ce métal : s'il y avait beaucoup d'or, ils achetaient ; s'il y avait pénurie, ils vendaient. Le dollar exerçait son rôle de monnaie de change internationale dans le cadre des privilèges concédés à ce pays en 1944 à Bretton Woods.

Les puissances les plus développées étaient alors détruites par la guerre. Le Japon, l'Allemagne, l'URSS et le reste

de l'Europe ne comptaient presque aucune réserve de ce métal. L'once Troy d'or valait alors 35 dollars ; elle en vaut aujourd'hui 900.

Les Etats-Unis - lui ai-je dit - ont acheté des biens dans le monde entier en faisant fonctionner la planche à billets et ils exercent à présent des prérogatives souveraines sur ces propriétés acquises dans d'autres nations. Personne ne souhaite néanmoins que le dollar continue de se dévaluer, parce que presque tous les pays du monde accumulent des dollars, autrement dit du papier, qui se déprécie constamment depuis la décision unilatérale du président étasunien.

Les réserves en devises de la Chine, du Japon, de l'Asie du Sud-Est et de la Russie se chiffrent actuellement à trois billions (3 millions de millions) de dollars : des chiffres astronomiques. Si tu ajoutes les réserves en dollars de l'Europe et du reste du monde, tu verras qu'elles équivalent à une montagne d'argent dont la valeur dépend de ce que fait le gouvernement d'un seul pays.

Greenspan, qui a été pendant quinze ans directeur de la Réserve fédérale, mourrait de panique devant une situation pareille. A combien peut se monter l'inflation aux Etats-Unis ? Combien de nouveaux emplois ce pays peut-il créer cette année-ci ? Jusqu'à quand va fonctionner sa planche à billet, sans parler de son recours à la guerre pour conquérir les ressources naturelles d'autres nations, avant que son économie ne s'écroule ?

A la suite des dures mesures imposées à Versailles en 1918 à l'Etat allemand vaincu où s'installa un régime républicain, le deutschemark souffrit une telle dévaluation qu'il en fallait des dizaines de milliers pour acheter un seul dollar. Cette crise alimenta le nationalisme allemand et contribua extraordinairement aux idées absurdes d'Hitler qui se mit en quête de coupables. Beaucoup des principaux talents scientifiques, des écrivains et des financiers étaient d'origine juive et il les persécuta. Dont Einstein, auteur de la théorie qui le rendit fameux selon laquelle l'énergie était égale à la masse multipliée par la vitesse de la lumière au carré. Marx, né en Allemagne, et nombre des communistes russes étaient aussi de la même origine, qu'ils aient pratiqué ou non le judaïsme.

Hitler n'accusa pas le système capitaliste du drame humain de son pays, mais les juifs. Il se fondait sur des préjugés grossiers, mais ce qu'il souhaitait vraiment, c'était « l'espace vital russe » au profit de la race germanique censément supérieure dont il rêvait d'édifier l'empire millénaire.

Les Britanniques décidèrent en 1917, par la Déclaration Balfour, de créer dans leur empire colonial l'Etat d'Israël sur le territoire habité par les Palestiniens, qui avaient une autre religion et une autre culture, et qui y avaient vécu aux côtés d'autres ethnies, dont les juifs, bien des siècles avant notre ère. Le sionisme devint populaire chez les Etatsuniens qui haïssaient avec juste raison les nazis et dont les bourses étaient contrôlées par des représentants de ce mouvement. Cet Etat applique aujourd'hui les principes de l'apartheid, possède des armes atomiques perfectionnées et contrôle les centres financiers les plus importants des Etats-Unis. Il a été utilisé par les USA et leurs alliés européens pour livrer des armes nucléaires à l'autre apartheid, celui de l'Afrique du Sud, afin que celui puisse les employer contre les combattants internationalistes cubains qui luttèrent contre les racistes dans le Sud de l'Angola au cas où ils auraient traversé la frontière namibienne.

Sans transition, j'ai parlé à Lula de la politique aventurière de Bush au Moyen-Orient.

J'ai promis de lui remettre l'article que j'allais publier le lendemain, 16 janvier, dans le Granma. Je signerai de ma main l'exemplaire qui lui reviendrait. Je lui remettrais aussi avant son départ l'article de Paul Kennedy, l'un des intellectuels les plus influents des Etats-Unis, sur la connexion existant entre les cours des aliments et ceux du pétrole.

Tu produis des aliments, ai-je ajouté, et en plus tu viens de découvrir d'importantes réserves de pétrole brut léger. Le Brésil mesure 8 534 000 kilomètres carrés et dispose de 30 p. 100 des réserves en eau du monde. La population de la planète a besoin de toujours plus d'aliments, dont vous êtes de gros exportateurs. Si tu disposes de grains riches en protéines, en lipides et en glucides - qui peuvent être des fruits, comme la noix de cajou, l'amande, la pistache, ou des racines comme l'arachide, ou le soja avec plus de 35 p. 100 de protéines, le tournesol, ou des céréales comme le blé et le maïs - tu peux produire la viande ou le lait que tu souhaites. Je n'en mentionnais pas d'autres d'une longue liste.

A Cuba, ai-je continué de lui expliquer, nous avons eu une vache qui a battu le record mondial de production de lait, un croisement d'Holstein et de zébu. Lula s'est aussitôt exclamé : « Ubre blanca » ! Il se rappelait son nom. J'ai ajouté qu'elle avait même produit jusqu'à cent dix litres de lait par jour. C'était une espèce d'usine, mais il fallait lui fournir plus de quarante kilos d'aliments, le maximum qu'elle pouvait ruminer et avaler en vingt-quatre heures, en un mélange dont la composante essentielle était la farine de soja, une légumineuse très difficile à faire pousser à Cuba compte tenu de son sol et de son climat. Vous avez maintenant les deux choses, vous : des approvisionnements sûrs en carburants ; des matières premières alimentaires permettant d'élaborer des aliments.

On proclame maintenant la fin des aliments bon marché. Que feront les dizaines de pays où vivent des centaines et des centaines de millions d'habitants et qui n'ont ni l'une ni l'autre ? Lui ai-je demandé. Cela veut dire que les Etats-Unis, malgré leur énorme dépendance envers l'étranger, possèdent en même temps une arme : employer toutes leurs réserves de terre, mais leur population n'est pas prête à ça. Ils produisent de l'éthanol à partir du maïs, si bien qu'ils retirent du marché de grandes quantités de cette céréale calorifique, ai-je continué d'argumenter.

Lula m'a dit, toujours à ce sujet, que les producteurs brésiliens étaient déjà en train de vendre la récolte de maïs de 2009. Le Brésil ne dépend pas du maïs comme le Mexique ou l'Amérique centrale. Je pense que la production de carburant à partir du maïs ne se justifie pas aux Etats-Unis. Ce qui confirme, lui ai-je affirmé, une réalité par rapport à la hausse impétueuse et incontrôlable des cours des aliments qui portera préjudice à de nombreux peuples.

Toi, en revanche, lui ai-je dit, tu peux compter sur un climat favorable et un sol léger ; le nôtre est d'ordinaire argileux et devient parfois dur comme du ciment. Quand les tracteurs sont arrivés ici en provenance de l'URSS et d'autres pays socialistes, les instruments se brisaient, et il a fallu acheter des aciers spéciaux en Europe pour les fabriquer ici. Les terres noires ou rouges de type argileux abondent dans notre pays. Si on les travaille avec soin, elles peuvent produire pour la consommation familiale, ce que les paysans de l'Escambray appelaient « la haute consommation ». Ils recevaient de l'Etat des parts d'aliments et consommaient en plus leurs propres produits. Le climat a changé à Cuba, Lula.

Nos terres ne sont pas aptes à produire des grains à grande échelle commerciale, comme le nécessite une population de presque douze millions d'habitants. Non, nos terres ne sont pas aptes à ça, et aux prix actuels, les coûts des importations de machines et de carburants seraient très élevés.

Notre presse informe des productions de pétrole à Matanzas, de la réduction des coûts et d'autres facteurs positifs. Mais personne ne signale qu'il nous faut partager les profits en devises avec les partenaires étrangers qui investissent dans des machines de pointe et les technologies requises. Par ailleurs, Cuba ne compte pas la main-d'oeuvre nécessaire pour l'employer d'une manière intensive à la production de grains, comme le font les Vietnamiens et les Chinois qui cultivent le riz épis par épis et obtiennent parfois de deux à trois récoltes. Ceci correspond à la situation et à la tradition historique de la terre et de ses habitants. Ils n'ont pas connu la mécanisation à grande échelle avec des moissonneuses modernes. A Cuba, il y a belle lurette que les coupeurs de canne et les travailleurs des caféières de montagnes ont abandonné les campagnes, en bonne logique ; de même, un grand nombre de bâtisseurs, certains de cette même origine, ont déserté les brigades pour travailler à leur compte. La population sait ce qu'il coûte de réparer un logement, compte tenu des matériaux et ensuite du coût

élevé des services que ces gens prêtent. Le premier point peut se régler ; le second ne se règle pas, contrairement à ce que pensent certains, en lançant des pesos sans contrepartie en devises convertibles qui seront, non plus des dollars, mais des euros ou des yuans toujours plus chers, si nous parvenons entre tous à sauver l'économie internationale et la paix.

En attendant, comme nous le faisons jusqu'à ce jour, nous devons continuer de créer des réserves d'aliments et de combustibles. En cas d'attaque militaire directe, la force de travail manuel se multiplierait.

J'aurais voulu, durant le bref moment que j'ai passé en compagnie de Lula - deux heures et demie - synthétiser en quelques minutes les vingt-huit années écoulées non depuis sa première visite à Cuba, mais depuis que j'avais fait sa connaissance au Nicaragua. Il est maintenant le dirigeant d'un pays immense dont le sort dépend toutefois de nombreux facteurs qui sont communs à tous les peuples vivant sur cette planète.

Je lui ai demandé de m'autoriser à parler de notre conversation, à la fois librement et prudemment.

Quand il est devant moi, souriant et amical, et que je l'écoute parler avec orgueil de son pays, des choses qu'il fait et qu'il se propose de faire, je pense à son instinct politique. Je venais de réviser à toute allure un rapport d'une centaine de pages sur le Brésil et sur le développement des relations entre nos deux pays. C'était bien l'homme avec qui j'avais lié connaissance dans la capitale des sandinistes, Managua, et qui avait noué tant de liens avec notre Révolution. Je ne lui ai parlé ni ne lui aurais parlé de quelque chose qui pourrait s'avérer une ingérence dans le processus politique brésilien, mais c'est lui-même qui, presque dès le premier moment, m'a dit : « Te rappelles-tu, Fidel, le jour où nous avons parlé du Forum de Sao Paulo et que tu m'as dit que l'unité de la gauche latino-américaine était nécessaire pour garantir notre progrès ? Eh bien, nous avançons dans cette direction. »

Il me parle ensuite avec fierté de ce qu'est le Brésil aujourd'hui, de ses grandes possibilités, compte tenu de ses avancées en sciences, en technologies, en industries mécanique, énergétique et autres, de pair avec son énorme potentiel agricole. Il y inclut bien entendu le niveau de relations internationales élevé du Brésil, qu'il détaille avec enthousiasme, et de celles qu'il est prêt à développer avec Cuba. Il parle avec véhémence de l'oeuvre sociale du Parti des travailleurs, secondée aujourd'hui par tous les partis de la gauche brésilienne qui sont loin de disposer de la majorité parlementaire.

C'était sans doute une partie des choses que nous analysions voilà des années quand nous en parlions. Le temps s'écoulait alors à toute vitesse, mais maintenant chaque année se multiplie par dix à un rythme difficile à suivre.

Je souhaitais aussi lui parler de ça et de bien d'autres choses. Je ne sais lequel de nous deux sentait le plus de besoin de transmettre des idées. Pour ma part, je supposais qu'il repartirait le lendemain, et non tôt dans la soirée, selon le plan de vol programmé avant la visite. Il était environ cinq heures de l'après-midi. Le temps de parole finit par engendrer une sorte de concurrence entre nous. Lula, astucieux et rapide, s'est vengé ensuite devant la presse quand il a déclaré aux journalistes, sur un ton goguenard et toujours souriant, comme on peut l'apprécier sur les photos, qu'il n'avait parlé qu'une demi-heure et Fidel deux heures. Bien entendu, j'ai profité de mon droit d'ânesse pour parler plus longtemps. Il faut par ailleurs soustraire le temps des photos mutuelles, car j'ai emprunté un appareil et me suis converti en reporter, lui ayant fait de même.

J'ai sous les yeux cent trois pages de dépêches au sujet de ce que Lula a dit à la presse, des photos qu'on a prises de lui et de la sécurité qu'il a transmise concernant ma santé. Vrai, il n'a pas laissé beaucoup de place aux réflexions que j'ai publiées le 16 janvier et que j'avais fini de rédiger la veille de sa visite ! Il a occupé tout l'espace, ce qui équivaut à l'immense territoire de son pays en comparaison de la minuscule superficie de Cuba.

J'ai dit à mon interlocuteur combien j'étais satisfait de sa décision de visiter Cuba, même sans la certitude de pouvoir me rencontrer. Et que, dès que je l'ai su, j'ai décidé de sacrifier tout ce qui avait à voir avec les exercices, la physiothérapie et la récupération de mes facultés, pour le recevoir et converser longuement avec lui.

A ce moment-là, même si je savais qu'il partait le jour même, je n'en connaissais pas l'urgence. De toute évidence, l'état de santé du vice-président brésilien, une fois connu par ses propres déclarations, l'avait incité à partir à la hâte pour arriver le lendemain, presque à l'aube, à Brasilia, en plein printemps. Une autre longue journée d'activités pour notre ami.

Une très forte averse tombait interminablement sur sa résidence tandis que Lula attendait les photos et deux documents supplémentaires contenant des notes de moi. Il est parti ce soir même pour l'aéroport sous la pluie. S'il a vu ce que le journal Granma a publié en manchette : « 2007, la troisième année la plus pluvieuse en plus de cent ans », cela l'aura aidé à comprendre ce que je lui disais au sujet des changements climatiques. Eh bien, la campagne sucrière a commencé à Cuba, ainsi que la saison dite sèche. Le rendement en sucre ne dépasse pas 9 p. 100. Combien coûtera-t-il de produire du sucre pour l'exporter à dix centimes la livre anglaise alors que le pouvoir d'achat d'un centime est presque cinquante fois plus faible qu'au moment de la victoire de la Révolution, le 1er janvier 1959 ? Réduire les coûts de production de ces produits et d'autres pour tenir nos engagements, satisfaire notre consommation, créer des réserves et développer d'autres productions est un grand mérite, mais ne rêvons pas pour autant que les solutions de nos problèmes sont faciles et se trouvent au coin de la rue.

Nous avons parlé tous les deux, entre bien d'autres thèmes, de la prise de possession du nouveau président guatémaltèque, Álvaro Colom. Je lui ai raconté que j'avais vu la cérémonie à la télévision sans en perdre un détail et noté les engagements sociaux du président récemment élu. Lula a affirmé que ce qu'on peut constater aujourd'hui en Amérique latine a vu le jour en 1990, quand nous avons décidé de créer le Forum de Sao Paulo : « Nous avons pris la décision ici lors d'une conversation que nous avons eue. J'avais perdu les élections, et tu es venu déjeuner chez moi à San Bernardo. »

Ma conversation avec Lula venait à peine de débuter. J'ai encore bien des choses à raconter et des idées, peut-être de quelque utilité, à exposer.

Troisième partie

Quand l'Union soviétique a implosé, ce qui a été pour nous comme si le soleil avait cessé de se lever, la Révolution cubaine a reçu un coup accablant.

Car non seulement nous avons cessé de recevoir toutes les livraisons habituelles de carburants, de matériaux et d'aliments qui en provenaient, mais nous avons perdu les marchés et les cours attribués là-bas à nos produits et obtenus grâce à notre dure lutte pour la souveraineté, l'intégration et les principes.

L'Empire et les traîtres, suant la haine, fourbissaient leurs armes grâce auxquels ils pensaient passer les révolutionnaires au fil de l'épée et récupérer les richesses de notre pays.

La chute graduelle de notre Produit intérieur brut se chiffra à 35 p. 100. Quel pays aurait résisté à un coup pareil ? Nous ne défendions pas nos vies : nous défendions nos droits.

Maints partis et organisations de gauche se découragèrent après avoir vu l'URSS s'effondrer au terme de soixante-dix années d'efforts titanesques pour bâtir le socialisme.

Les réactionnaires déversaient de toutes les tribunes et dans tous les médias des tombereaux de critiques féroces. Mais nous n'allions pas, nous, faire chorus avec les apologistes du capitalisme et donner le coup de pied de l'âne. Aucune statue des créateurs ou des partisans du marxisme ne fut démolie à Cuba. Aucune école ou usine ne fut débaptisée. Nous avons décidé d'aller de l'avant avec une fermeté inébranlable. Nous nous l'étions promis dans l'hypothèse de circonstances si incroyables.

On n'avait jamais pratiqué non plus dans notre pays le culte de la personnalité, interdite de notre propre initiative dès les premiers jours de la victoire révolutionnaire.

Dans l'histoire des peuples, les facteurs subjectifs ont fait avancer ou reculer les dénouements, indépendamment des mérites des dirigeants.

J'ai parlé à Lula du Che, lui faisant une brève synthèse de sa vie. Il avait discuté avec Carlos Rafael Rodríguez des avantages comparés du système d'autofinancement et du système budgétisé, un débat auquel, plongés dans la lutte contre le blocus étasunien, les plans d'agression, avec des épisodes tels que la Crise des missiles d'octobre 1962, autrement dit au cœur même d'un problème réel de survie, nous ne prêtions alors guère d'importance.

Le Che avait étudié les présupposés des grandes sociétés yankees dont les fonctionnaires administratifs, mais non les propriétaires, vivaient à Cuba. Il avait tiré des idées claires des agissements impérialistes et de ce qu'il se passait dans notre société, ce qui enrichit ses conceptions marxistes et lui fit aboutir à la conclusion que Cuba ne pouvait utiliser les mêmes méthodes que l'URSS pour bâtir le socialisme. Ce n'était pas une guerre à coup d'insultes : il s'agissait d'échanges de vues honnêtes qui voyaient le jour dans une petite revue sans la moindre intention de créer des schismes ou des divisions entre nous.

Ce qui est survenu ensuite en URSS n'aurait pas surpris le Che. Tant qu'il occupa des postes importants et exerça des fonctions, il fut toujours précautionneux et respectueux. Son langage se durcit quand il se heurta dans l'ancienne colonie du Congo belge à l'horrible réalité imposée aux êtres humains par l'impérialisme.

Homme de passion, studieux et profond, il mourut en Bolivie entouré d'une poignée de combattants de Cuba et d'autres pays latinoaméricains qui se battaient pour la libération de Notre Amérique. Il ne put connaître le monde d'aujourd'hui, en proie à des problèmes inconnus alors.

Tu ne l'as pas connu, ai-je dit à Lula. Il était conséquent avec le travail bénévole, les études, sa conduite. Modeste, désintéressé, il donnait l'exemple dans les centres de production et au combat.

Je pense que, dans la construction du socialisme, plus les privilégiés reçoivent et moins les plus nécessiteux recevront.

Je redis à Lula que le temps mesuré en année s'écoulait maintenant à toute allure, que chacune se multipliait. On peut presque dire pareil de chaque minute. Des nouvelles

ne cessent de paraître au sujet de points en rapport avec des situations prévues dans ma rencontre du 15 avec lui.

Tâchant d'aller plus loin dans les arguments économiques, je lui ai expliqué qu'à la victoire de la Révolution, en 1959, les Etats-Unis payaient un prix préférentiel pour le sucre cubain de cinq centimes la livre anglaise : il s'agissait d'une partie importante de notre production. En fait, depuis presque un siècle, Cuba avait fait des USA leur client traditionnel, si bien que ceux-ci étaient assurés d'avoir près de leurs côtes un fournisseur sûr, même aux moments critiques. C'est quand nous avons fait notre réforme agraire, en mai 1959, qu'Eisenhower a décidé de ce qu'il fallait faire contre la Révolution. Or, nous n'avions encore nationalisé aucune des sucreries appartenant aux USA ? ce qui aurait été prématuré ? ni même appliqué à leurs immenses latifundios les clauses de la réforme agraire. C'est dans le cadre de ces décisions hâtives qu'Eisenhower supprima en décembre 1960 nos contingents sucriers qui furent redistribués ensuite, en guise de punition, entre des producteurs d'Amérique latine et d'autres régions du monde. Notre pays se retrouva en proie à un blocus et isolé.

Le pire fut le manque de scrupules et les méthodes dont fit preuve l'Empire pour nous imposer sa domination : il introduisit des virus dans notre pays et liquida nos meilleurs plantations de canne à sucre ; il attaqua notre café, il attaqua notre pomme de terre, il attaqua aussi nos porcs. Ainsi, la Barbade-4362 constituait une de nos meilleures variétés de canne : à maturité précoce, son rendement en sucre atteignait parfois 13-14 p. 100 ; une canne de quinze mois pouvait donner plus de deux cents tonnes à l'hectare. Les Yankees liquidèrent les meilleures en utilisant des vecteurs. Pire encore, ils introduisirent le virus de la dengue hémorragique qui frappa 344.000 personnes et causa la mort de 101 enfants. Nous ne savons pas s'ils ont employé d'autres virus, ou alors s'ils ont eu peur de le faire à cause de la proximité de Cuba.

Quand, pour des raisons de cette nature, nous ne pouvions tenir nos engagements envers l'URSS et leur livrer les quantités de sucre prévues, les Soviétiques n'ont jamais cessé de nous envoyer les marchandises stipulées par contrat. Je me rappelle avoir négocié avec eux chaque centime du cours du sucre, découvrant dans la pratique ce que je ne connaissais qu'en théorie : l'échange inégal. Je m'explique.

Ils nous garantissaient des cours supérieurs à ceux du marché mondial, en fonction d'accords fixés pour cinq ans : or, si tu leur envoyais au début du quinquennat tant de tonnes de sucre en échange des marchandises qu'ils te livraient, il se pouvait très bien qu'à la fin du quinquennat la valeur de leurs produits aux cours internationaux ait augmenté de 20 p. 100. Mais ils ont été toujours généreux durant les négociations : un jour, les cours du sucre sur le marché mondial se sont élevés pour des motifs conjoncturels à 19 centimes la livre anglaise ; nous nous sommes accrochés à ce prix et ils l'ont accepté. Tout ceci a servi ensuite de base à l'application d'un principe socialiste : que les plus développés économiquement devaient soutenir les moins développés dans la construction du socialisme.

Lula me demande quel était le pouvoir d'achat de cinq centimes. Je lui explique qu'une tonne de sucre permettait alors d'acheter sept tonnes de pétrole ; aujourd'hui, alors que les cours du pétrole léger de référence se chiffrent à cent dollars, tu ne peux plus acheter qu'un baril. Le sucre que nous exportons ne nous permettraient aujourd'hui, aux cours actuels, de n'acheter du carburant que pour vingt jours de consommation. Pour les carburants d'une année entière, nous devrions déboursier environ quatre milliards de dollars.

Les Etats-Unis subventionnent leur agriculture à hauteur de dizaines de milliards de dollars par an. Pourquoi ne laissent-ils pas entrer librement l'éthanol que vous, les Brésiliens,

vous produisez ?

Ils le subventionnent d'une manière brutale, privant le Brésil de revenus se montant à des milliards de dollars par an. Les autres pays riches font pareil avec leur production de sucre, d'oléagineux et de grains destinées à l'éthanol.

Lula analyse des chiffres tout à fait intéressants des productions agricoles brésiliennes. Ainsi me dit-il, selon une étude réalisée par la presse de son pays, la demande mondiale de soja augmentera de 2 p. 100 par an jusqu'en 2015, ce qui veut dire qu'il faudra en produire 189 millions de tonnes de plus qu'aujourd'hui ; la production brésilienne devrait s'accroître de 7 p. 100 par an pour pouvoir satisfaire la demande mondiale.

Quel est le problème ? De nombreux pays ne disposent plus de terres arables. C'est le cas de l'Inde, par exemple ; la Chine, elle, dispose de très peu de terres pour des productions de soja supplémentaires. Les USA, eux, n'en disposent d'aucune.

J'ai ajouté à son explication le fait que de nombreux pays latinoaméricains disposaient, eux, de millions de citoyens touchant des salaires de famine pour produire à bas prix du café, du cacao, des légumes, des fruits, des matières premières et des marchandises destinés à satisfaire la société étasunienne qui n'épargne plus et consomme plus qu'elle ne produit.

Lula m'explique que la Société brésilienne de recherches agronomiques (EMBRAPA) a ouvert un bureau au Ghana et qu'un second sera inauguré en février à Caracas.

Voilà trente ans, Fidel, cette région de Brasília, le Mato Grosso, le Goiás était considérée comme un endroit du pays où rien ne poussait, semblable à la savane africaine ; trente ans après, elle est devenue la plus grosse productrice de grains du Brésil ; je pense que l'Afrique possède une partie très semblable à cette région de notre pays, et c'est pour ça que nous avons ouvert ce bureau de recherches au Ghana et que nous voulons constituer aussi une société avec l'Angola.

Le Brésil, me dit-il, a une situation privilégiée : nous comptons 850 millions d'hectares de terres, dont 360 millions reviennent à l'Amazonie, 400 millions sont de bonnes terres agricoles, la canne à sucre n'en occupant que 1 p. 100.

Le Brésil, commenté-je à mon tour, est par ailleurs le plus gros exportateur de café au monde. Il touche pour une tonne de ce produit autant qu'en 1959 : environ 2.500 dollars. Oui, mais aux Etats-Unis, une tasse de café express à l'italienne coûtait alors dix centimes, et maintenant elle en coûte cinq dollars ou plus. Ça, c'est du PIB là-bas.

L'Afrique ne peut pas faire ce que fait le Brésil.

Une grande partie de l'Afrique est couverte de déserts et de zones tropicales et subtropicales où il est difficile de faire pousser du soja et du blé. Les productions de grains n'abondent que dans la zone méditerranéenne, dans le Nord où tombent plusieurs centaines de millimètres par an ou alors on irrigue avec les eaux du Nil sur les hauts plateaux et dans le Sud, des terres que se sont appropriées ceux de l'apartheid.

Les poissons de ses eaux froides qui baignent surtout sa côte occidentale arrivent sur les tables des pays développés dont les chalutiers balaient les gros et petits exemplaires des espèces qui se nourrissent du plancton des courants en provenance du Pôle sud.

L'Afrique, qui fait presque le quadruple du Brésil en superficie (30.027.000 kilomètres carrés) et dont la population est 4,3 fois supérieure (911 millions), est bien loin de pouvoir produire les excédents alimentaires du Brésil, et son infrastructure reste à construire.

Les virus et les bactéries qui touchent la pomme de terre, les agrumes, la banane, la tomate, le bétail en général, les fièvres porcine, aviaire, aphteuse, la maladie de la vache folle et d'autres encore qui frappent en général le bétail dans le monde, abondent en Afrique.

J'ai parlé à Lula de la Bataille d'idées que nous livrons. Les nouvelles qui ne cessent d'arriver prouvent combien cette lutte constante est nécessaire. Ainsi, les pires organes de presse de nos ennemis idéologiques s'attachent à divulguer par le monde les vues de quelques petites vermines qui ne veulent pas entendre parler du mot socialisme dans notre pays héroïque et généreux. Le 20 janvier, cinq jours à peine après cette visite, l'un de ces organes de presse a divulgué les vues d'un jeunot qui a atteint, grâce à la Révolution, un bon niveau d'éducation, de santé et d'emploi : « Je ne veux rien savoir du socialisme. »

Et il explique les raisons de sa colère : « Des tas de gens vendaient jusqu'à leur âme pour quelques dollars. Ce qui va venir de nouveau dans ce pays, quoi que ce soit, qu'on lui donne un autre nom. »

Tout un louveteau déguisé en Mère-grand !

Le correspondant de presse qui le divulgue ajoute, ravi : « La propagande officielle qui convoque les Cubains à voter cite plus souvent la Révolution que le socialisme. Tout d'un coup, Cuba a cessé d'être un pays sous cloche, comme elle l'a été jusqu'à la fin des années 80. Le regard insulaire transite vers une visualité globale et le pays, surtout la capitale, est en train de vivre une mutation accélérée vers la modernité. Et l'un de ses effets est que les coutures du socialisme importé des décennies auparavant sont en train de se découdre. »

Il s'agit là de l'appel sans fard du capitalisme impérial à l'égoïsme individuel, prêché voilà presque deux cents quarante ans par Adam Smith comme le fondement de la richesse des nations : tout mettre aux mains du marché qui engendrerait des richesses illimitées dans un monde idyllique.

Je pense à l'Afrique et à son presque milliard d'habitants, victimes des principes de cette économie-là. Les maladies qui volent à la vitesse des avions se propagent au rythme du sida, tandis que d'autres maladies, vieilles et nouvelles, s'abattent sur sa population et ses cultures sans qu'aucune des anciennes puissances occidentales ne soit vraiment capable de lui envoyer des médecins et des scientifiques.

J'ai parlé avec Lula de toutes ces questions.

Quatrième et dernière partie

Ne voulant pas abuser de la patience des lecteurs ni de la chance exceptionnelle d'échanger des idées que m'a offerte ma rencontre avec Lula, j'affirme que ces quatrièmes réflexions à propos de sa visite sont les dernières.

Quand je lui ai parlé du Venezuela, il m'a dit : Nous pensons coopérer avec le président Chávez. Je me suis mis d'accord avec lui. J'irai deux fois par an à Caracas et il en fera autant à Brasilia, afin de ne pas permettre de divergences entre nous et, le cas échéant, de les régler à temps. Le Venezuela n'a pas besoin d'argent, parce qu'il a beaucoup de ressources : il a besoin de temps et d'infrastructures.

Je lui ai dit que je me réjouissais beaucoup de sa position au sujet de ce pays, parce nous avons une grande gratitude envers ce peuple frère pour les accords souscrits avec lui qui nous garantissent des livraisons de pétrole normales.

Je ne peux oublier qu'au moment du coup d'Etat d'avril 2002, les putschistes avaient lancé le mot d'ordre : « Pas une goutte de pétrole de plus à Cuba ! » Nous sommes devenus un motif supplémentaire aux yeux de l'impérialisme pour tenter de faire exploser l'économie vénézuélienne, même s'il s'est proposé de le faire dès le jour où Chávez a prêté serment comme président sur la constitution moribonde de la IVe République, qu'il transforma ensuite, d'une manière légale et démocratique, en Ve République.

Quand les cours du pétrole ont flambé et que des difficultés d'approvisionnements réelles sont apparues, Chávez ne s'est pas contenté de continuer de nous en livrer : il en a augmenté les quantités. Et, depuis les accords de l'Alternative bolivarienne pour les peuples de Notre Amérique (ALBA), signés à La Havane le 14 décembre 2004, ces livraisons se maintiennent à des conditions honorables et avantageuses pour les deux pays. Près de quarante mille spécialistes cubains, pour la plupart des médecins, travaillent au Venezuela avec dévouement, contribuant à former, par leurs connaissances et surtout par leur exemple internationaliste, les Vénézuéliens qui se substitueront à eux.

J'ai expliqué à Lula que Cuba soutenait des relations d'amitié avec tous les pays latino-américains et caribéens, qu'ils soient de gauche ou de droite. Il y a belle lurette que nous avons tracé cette ligne de conduite et nous ne la changerons pas : nous sommes prêts à soutenir n'importe quelle démarche en faveur de la paix entre les peuples. C'est un terrain épineux et scabreux, mais nous y persévérons.

Lula me redit son respect et son affection profonde pour Cuba et ses dirigeants. Et il ajoute aussitôt qu'il est fier de ce qui se passe en Amérique latine, réaffirmant que c'est ici, à La Havane, que nous avons créé le Forum de Sao Paulo pour unir toute la gauche latino-américaine, et que cette gauche arrive au pouvoir dans presque tous les pays.

Je lui ai rappelé alors ce que nous a appris Martí au sujet des gloires de ce monde : elles tiennent toutes dans un grain de maïs. Lula ajoute : je dis à tout le monde qu'au cours de mes conversations avec vous, vous ne m'avez jamais donné le moindre conseil qui pourrait entrer en contradiction avec la légalité et que vous m'avez toujours demandé de ne me pas faire trop d'ennemis à la fois. Et c'est ce qui permet aux choses de bien marcher.

Lula me dit alors que le Brésil est un grand pays avec des ressources, et qu'il doit soutenir l'Equateur, la Bolivie, l'Uruguay, le Paraguay.

Je suis allé en Amérique centrale, me dit-il. Aucun président brésilien n'avait jamais visité un pays de la région et proposé des projets de coopération.

Je lui demande : Te rappelles-tu, Lula, ce que je t'ai dit au dîner familial et amical que tu as offert à notre délégation au lendemain de ta montée à la présidence, en janvier 2003 ? Aucun des enfants de la grande majorité des pauvres

qui a voté pour toi ne sera jamais un cadre des grandes sociétés publiques, parce que les études supérieures coûtent trop cher au Brésil !

Lula explique : nous sommes en train de créer deux cent quatorze écoles techniques et professionnelles ; ainsi que treize universités et quarante-huit collèges universitaires.

Je lui demande : Mais l'inscription est gratuite, n'est-ce pas ? Il me répond vite : Nous avons lancé un programme et nous y avons placé 460.000 jeunes de banlieue, des pauvres des écoles publiques, pour qu'ils puissent faire des études supérieures. La droite m'accusait de rabaisser comme ça le niveau de l'enseignement. Deux années plus tard, des recherches ont été menées dans quatorze cursus : les meilleurs élèves étaient ces pauvres de banlieue. Nous sommes en train de lancer un autre programme pour des classes de dix-huit élèves en moyenne, ce qui permettra d'envoyer deux cent cinquante mille jeunes à l'université.

Les relations commerciales de Brésil avec l'Amérique latine dépassent celles que nous avons avec les USA, me dit-il. Je lui ai dit alors que si nous allions nouer des relations étroites entre nos deux pays, non seulement comme amis, mais aussi comme partenaires dans des domaines importants, je devais savoir ce que pensaient les dirigeants brésiliens, puisque nous allions être associés dans des secteurs stratégiques et que nous avions pour règle de tenir nos engagements économiques.

Nous avons parlé d'autres problèmes importants, des points sur lesquels nous coïncidions et de ceux sur lesquels nous ne coïncidions pas, avec le plus grand tact possible.

Je lui ai parlé de différentes régions, dont les Caraïbes, et des formes de coopération que nous avons établies avec elles.

Lula me dit que le Brésil devait avoir une politique de coopération plus active avec les pays plus pauvres. Il a de nouvelles responsabilités en tant que pays le plus riche de la région.

Je lui ai parlé bien entendu des changements climatiques et du peu d'intérêt que nombre de dirigeants des pays industrialisés prêtaient à cette question.

Quand j'ai conversé avec lui le 15 janvier après-midi, je n'ai pas pu lui parler d'un article paru trois jours plus tard à Toronto, de Stephen Leahy, qui commente le dernier ouvrage de Lester R. Brown : Plan B 3.0 : Mobilising to Save Civilisation.

Brown est président de l'Earth Policy Institute, un groupe de recherche de Washington. Il écrit : « La crise à laquelle nous faisons face est à la fois désastreuse et urgente, et exige un effort de transformation semblable à la mobilisation des nations durant la seconde guerre mondiale. »

« Les changements climatiques surviennent bien plus vite que ce qu'avaient prévu les scientifiques, et la planète connaîtra inévitablement une hausse des températures d'au moins deux degrés, ce qui nous situera carrément dans la zone de danger », affirme-t-il à IPS.

« Aucun des candidats lancés dans la course à la présidence des Etats-Unis [les élections se dérouleront le premier mardi de novembre] ne tient compte de l'urgence des changements climatiques. »

« Nous devons réduire les émissions de gaz à effet de serre [responsables en partie du réchauffement mondial] de 80 p. 100 d'ici à 2020. »

Il s'agit d'un objectif bien plus ambitieux que celui que propose le Groupe intergouvernemental d'experts pour l'évolution du climat (GIEC), qui a reçu en 2007 le Prix Nobel de la paix, aux côtés de l'ancien vice-président étasunien, Al Gore, et qui a recommandé une réduction de 25 à 40 p. 100 de ces émissions par rapport à 1990, nous informe la dépêche.

Brown estime que les données utilisées par le GIEC ne sont plus d'actualité, car ils remontent à deux ans. Des études plus récentes indiquent, dit-il, que les changements climatiques s'accélèrent.

Tout en ayant l'espoir que le GIEC modifiera sa recommandation dans son prochain rapport, il rappelle que celui-ci verra le jour dans cinq ou six ans : « Trop tard, nous devons agir dès aujourd'hui », assure Brown.

Pour parvenir à réduire ces émissions de 80 p. 100, son plan B 3.0 recommande des mesures qui reposent fortement sur l'utilisation efficace de l'énergie, sur les énergies renouvelables et sur l'expansion de la couverture forestière mondiale.

« L'énergie éolienne peut satisfaire 40 p. 100 de la demande mondiale si l'on installe 1,5 million de nouvelles turbines de deux mégawatts. A ceux à qui le chiffre peut paraître élevé, je rappelle qu'on fabrique 65 millions de voitures par an. Un éclairage plus efficace peut réduire la consommation d'électricité dans le monde de 12 p. 100. »

« Aux USA, les bâtiments - commerciaux et résidentiels - sont responsables de près de 40 p. 100 des émissions de carbone. La mesure suivante doit viser à produire de l'électricité non polluante pour le chauffage, la climatisation et l'éclairage des logements. »

« ... le recours aux biocarburants, produits à partir de grains comme le blé et le soja, entraîne les cours des aliments à la hausse et risque de provoquer des pénuries qui seront désastreuses pour de nombreux pauvres du monde. »

« Les 70 millions d'habitants qui s'ajoutent tous les ans à la population mondiale se concentrent dans des pays où les nappes phréatiques sont en cours d'épuisement, les puits s'assèchent, les forêts se réduisent, les sols s'érodent et les pâtures se transforment en déserts. »

« Le nombre d'Etats en panne s'accroît chaque année. Des "Etats en panne", note Brown, "sont un signe précoce d'une civilisation en panne" ».

« La hausse des cours du pétrole vient s'ajoute à ce cumul d'arriérés. Les pays riches continueront d'avoir tout le pétrole dont ils ont besoin, tandis que les pays pauvres devront s'arranger avec moins. »

« La croissance démographique mondiale et la pauvreté exigent une attention spéciale de la part du monde développé. »

« Le temps est notre ressource la plus rare », conclut le prestigieux scientifique.

On ne saurait exprimer plus clairement le danger qui pèse sur l'humanité.

Mais ce n'est pas là la seule nouvelle publiée depuis ma réunion avec Lula. Voilà deux jours à peine, vouant aux gémonies et ridiculisant le Message de Bush sur l'état de l'Union, The New York Times a exprimé cette même idée dans une ligne de son éditorial : « Des dangers horribles attendent le monde civilisé. »

La Chine, dont la superficie fait 87 fois la nôtre et la population 117 fois, vient d'être balayée par une vague de froid inhabituelle qui a touché Shanghai, la région la plus développée, et le reste de la région méridionale et centrale. Les agences de presse occidentales - AFP, AP, EFE, DPA, ANSA et d'autres - informent des mesures d'urgence prises par les autorités. « Les fortes chutes de neige ont contraint de fermer des centrales électriques et de réduire de moitié les réserves de charbon, la principale source d'énergie du pays, ce qui a provoqué une grave crise énergétique. »

« ... dans la zone la plus touchée, les centrales qui produisent 7 p. 100 de l'énergie totale, ont dû interrompre leurs opérations, a souligné la Commission à l'énergie. »

« .. quatre-vingt-dix centrales thermoélectriques, qui produisent 10 p. 100 de plus, pourraient fermer dans les jours suivants si la situation ne s'améliore pas... »

« Les réserves de charbon se sont réduites de moitié, avertissent les autorités. »

« Le principal problème est le transport. Plus de la moitié des trains est consacrée au transport du charbon, de sorte que la paralysie du réseau a causé de nombreux problèmes, a souligné Wang Zheming, expert de la Commission nationale de sécurité. »

« Wang a rappelé que le transport de charbon se heurte ces jours-ci à la concurrence de celle des passagers, car, en raison des fêtes, presque 180 millions de personnes ont pris le train en un mois à peine. »

« La Chine a du mal à utiliser une autre source d'énergie. L'idéal serait le gaz naturel, mais les dépôts ne sont pas encore suffisants, a commenté l'expert. »

Il faut aussi se rappeler que le bassin du Yangtsé et d'autres régions du Centre et du Sud du pays ont souffert ces derniers mois de la pire sécheresse des cinquante dernières années, ce qui a touché la production hydroélectrique. « La neige continuera de tomber fortement durant les trois prochains jours », selon l'Association chinoise de météorologie.

« Tout le pays s'est mobilisé pour faire face à cet imprévu. A Nanjing, 250 000 personnes ont été mobilisées pour balayer la neige des rues. »

Les dépêches indiquent que « 460 000 soldats de l'Armée populaire de libération ont été déployés en province pour aider des millions de personnes exposées aux intempéries et au pire froid de ces derniers temps, et qu'un million de gendarmes aident à rétablir le trafic et les services ».

« Le ministère de la Santé a dépêché quinze mille médecins pour secourir les sinistrés. »

« Le Premier ministre Wen Jiabao s'est adressé à Canton à une foule de voyageurs dont les trains étaient paralysés. »

« Les personnes touchées sont estimées à plus de 80 millions. Les dommages causés à l'agriculture et à la production d'aliments sont en cours d'évaluation. »

BBC-Monde indique : « Le gouvernement chinois a informé que, compte tenu de la sécheresse sévère, une partie du plus grand fleuve du pays, le Yangtsé, connaît son étiage le plus bas depuis le début des mesures, voilà cent quarante-deux ans. »

« A Hankou, un port du centre du pays, le niveau des eaux ont diminué de 13,88 centimètres début janvier, un chiffre sans précédent depuis 1866, ont indiqué des médias locaux. »

Au Vietnam, la vague de froid qui s'approche atteint des températures absolument inhabituelles.

Ces nouvelles donnent une idée de ce que peuvent signifier les changements climatiques qui inquiètent les scientifiques. Dans les deux exemples que j'ai cités, il s'agit de pays révolutionnaires, parfaitement organisés,

possédant une grande force économique et humaine, où toutes les ressources sont aussitôt mises au service du peuple. Il ne s'agit pas de masses affamées vouées à leur sort.

Une dépêche de l'agence Reuters, du 29 janvier, informe par ailleurs que « la France prévoit de modifier sa politique de consommation de biocarburants, à cause des doutes concernant l'incidence des "carburants dits verts" sur l'environnement, a informé ce mardi la secrétaire d'Etat à l'environnement. »

« La France est devenue l'un des plus gros producteurs de biocarburants en Europe, après avoir mis en place une politique ambiguë qui lui a permis d'atteindre deux ans à l'avance l'objectif de l'Union européenne de mêler biocarburants et carburants classiques. »

« Pour atteindre ses objectifs de mélange de carburants... la France a instauré un système de quotas qui bénéficient de tarifs réduits, afin de les rendre compétitifs par rapport aux carburants classiques. »

« La politique a encouragé de nombreuses compagnies à investir dans le secteur et à ouvrir des usines d'éthanol et de biodiesel dans tout le pays. »

Tout ce que je viens d'exposer qui, quoique prévu conceptuellement, constitue un cumul d'événements nouveaux tous frais survenus, demandera sûrement au Brésil, qui n'a pas encore été touché heureusement par de grandes calamités climatiques, de prendre des mesures importantes dans sa politique commerciale et celle des investissements. Son poids international se renforce dans l'immédiat.

Il est évident que de nombreux facteurs compliquent la situation de la planète. On peut en énumérer plusieurs :

1. Consommation de pétrole accrue, un produit non renouvelable et polluant, à cause du gaspillage des sociétés de consommation.
2. Pénurie d'aliments pour différentes causes, dont la croissance exponentielle des humains et des animaux qui convertissent directement les grains en des protéines à demande croissante.
3. Surexploitation des mers et pollution des espèces marines à cause de déchets chimiques industriels incompatibles avec la vie.
4. Idée macabre de convertir les aliments en carburants destinés aux loisirs et au luxe.
5. Incapacité du système économique dominant à utiliser rationnellement et efficacement la science et la technique dans la lutte contre les vecteurs et les maladies qui frappent la vie humaine, les animaux et les cultures qui les soutiennent. La biotechnologie transforme les gènes et les transnationales produisent et utilisent ses produits, maximisant les profits à travers la publicité, sans la moindre sécurité pour les consommateurs ni accès pour ceux qui en ont le plus besoin. Parmi ces produits, on trouve les toute nouvelles molécules nanotechnologiques - un terme relativement nouveau - qui se fraient un passage de manière désordonnée par ces mêmes voies.
6. Nécessité de plans rationnels de croissance démographique et de la société dans son ensemble, sans visées d'hégémonie ni de pouvoir.
7. Absence quasi généralisée d'éducation sur des questions décisives pour la vie, même dans les nations à niveau scolaire élevé.
8. Risques réels découlant des armes d'extermination massive aux mains d'irresponsables, ce que The New York Times, l'un des journaux les plus influents des Etats-Unis, appelle, je l'ai déjà cité, des « dangers horribles ».

Y a-t-il des remèdes à ces périls ? Oui : les connaître et les assumer. Comment ? Mes réponses seraient purement rhétoriques. Que les lecteurs et les lectrices - comme l'on dit maintenant pour ne pas donner l'impression de vouloir discriminer les femmes - surtout les plus jeunes, se les fassent eux-mêmes et elles-mêmes. N'attendez pas d'être chefs d'Etat.

Avais-je ou non des choses à discuter avec Lula ? Il était impossible de tout lui raconter. Il est plus facile de la sorte de commenter les nouvelles arrivées ensuite.

Je lui ai rappelé que j'essayais de me remettre de deux accidents : celui de Villa Clara et la maladie qui est survenue après mon dernier voyage en Argentine.

Presque à la fin, il m'a dit : « Vous êtes invité au Brésil cette année. » Merci, ai-je répondu, j'y serai du moins en pensée.

Et à la toute fin, il m'a dit : « Je raconterai aux camarades et amis que vous avez au Brésil que vous allez très bien. »

Nous avons gagné ensemble la sortie. La rencontre en a vraiment valu la peine.

La Havane, 31 janvier 2008